



PARTIE 2 : LE MONDE DE 1945 A NOS JOURS

CHAPITRE I : TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DU MONDE EN 1945

De la seconde guerre mondiale à nos jours, l'économie des pays occidentaux a connu une phase de forte croissance qu'on appelle les 30 glorieuses (Nom de Jean Fourastié), elle couvre les années de 1945 à 1975. Puis, une période de stagnation voire de récession. Ces mutations économiques ont causé d'importantes modifications des structures sociales.

I. LES FACTEURS DE LA CROISSANCE

Les causes de la croissance sont complexes et font intervenir les hommes, les techniques, les capitaux, l'état et les échanges.

1) Une main d'œuvre mieux formée

- ◆ C'est du au baby boom qui s'est amorcé dès 1943 (20 %) Taux de mortalité : 10 %. Le baby boom se poursuit jusqu'en 1965
- ◆ Il y a aussi l'immigration encouragée par les Etats car elle fournit une main d'œuvre peu coûteuse.
- ◆ Taux d'activité 40 %

La main d'œuvre est mieux formée car il y a l'allongement de la scolarité (jusqu'à 16 ans). Il y a progrès de l'enseignement et de formation, donc la main d'œuvre est plus efficace.

2) De nouvelles conditions de production :

Les mutations scientifiques et techniques sont stimulées par la compétition entre les blocs. On constate un effort de la recherche et du développement dans les secteurs tels que l'aéronautique et le spatiale, le nucléaire, l'électronique, l'informatique et la biotechnologie :

- La productivité des entreprises qui s'accroît de 4 à 7 % grâce au progrès scientifique et technique et à la généralisation du fordisme et du Taylorisme

Fordisme : Mis en place par Henri Ford : organisation du travail et politique salariale pour assurer une production en série qui soit rentable. Il veut des hauts salaires pour motiver.

Taylorisme : Organisation scientifique du travail basé sur la division du travail.

- Les entreprises se concentrent pour conquérir de nouveaux marchés et diminuer les coûts de production et les risques de gestions : les firmes multinationales ou transnationales.

3) L'essor du libre échange

Le libre échange c'est la liberté du commerce international sans droits de douanes ni réglementations (contraire du protectionnisme). Les accords de Bretton Woods qui facilitent les échanges en définissant le dollar comme une monnaie étalon aligné sur l'or. Les accords donnent naissance au FMI dominé par les États-unis qui disposent comme réserve les fonds de 44 pays signataires. A part le FMI, on a des organisations internationales qui favorisent l'ouverture sous l'impulsion des États-unis : l'OCE (organisation européenne de coopération économique) créée en 1948 pour organiser la distribution du plan Marshall (13 milliards de dollar). Elle sera remplacée en 1960 par l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique)



La deuxième grande organisation est la CEE (communauté économique européenne). Elle est créée en 1957 suite au traité de Rome. D'abord il existait la CECA (charbon et acier) en 1951 entre Français, Allemagne, Italie et Benelux. Elle favorise les échanges entre pays membres : préférence communautaire.

Des négociations bilatérales dans le cadre du GATT définissent les rapports avec les États-Unis. A chaque réunion du GATT, on baisse les prix des produits.

4) Accroissement de la demande

De nouveaux besoins apparaissent stimulés par la publicité, par l'apparition de produits nouveaux plus tentants et par l'élévation du niveau de vie. Le marketing étudie les besoins des consommateurs afin de définir les produits à fabriquer et les arguments publicitaires qui les feront vendre.

Le crédit à la consommation facilite l'accès du plus grand nombre de ces nouveaux produits.

5) Le rôle croissant de l'Etat

Les théories de Keynes inspirent la plupart des dirigeants politiques. La théorie : l'Etat doit jouer un rôle économique incitatif par une relance de l'économie et de la consommation, une législation sociale et la fixation d'un salaire minimum.

Diagramme p.126 (le keynésianisme)

Pour Keynes, il faut passer par un déficit budgétaire, mais il y gagne après. On s'endette, mais on relance la consommation. L'état peut intervenir directement dans l'économie en contrôlant les organismes financiers (les banques centrales). Il peut mettre en place une panification. L'état paye les fonctionnaires et passe les commandes aux entreprises et finance la recherche développement. On a quand même en France et en Angleterre, un laboratoire social (entreprises nationalisées).

- L'état providence (Welfare State)

C'est l'état qui prend en charge le bien être des citoyens par la satisfaction des besoins sociaux (scolarisation, santé, retraite, loisirs...) Cet état providence essaye de compenser en partie les inégalités par des prélèvements obligatoires (impôts, cotisation sociale) et une redistribution (RMI).

6) Un stimulant : l'inflation

L'inflation : hausse des prix. Elle est due soit à la faiblesse de l'offre, l'augmentation des coûts, création excessive de billet. La hausse des prix de 20 à 50 % chaque année provoque la dépréciation des monnaies mais les emprunts sont remboursés rapidement. Cette baisse des coûts des investissements stimule l'activité économique. La spéculation sur les valeurs mobilières et immobilières se développe.

Spéculation : acheter à bas prix et revendre plus cher



II. MANIFESTATION ECONOMIQUE DE LA CROISSANCE

De 1945 à 1973, les pays occidentaux connaissant une croissance sans précédents. Mais tous les pays et tous les secteurs n'en profitent pas de manière égale.

1) Une croissance longue et régulière

Les pays de l'OCDE enregistrent 5 % en croissance annuelle en moyenne sans récession. Le PNB/hab est multiplié par deux. La quantité de biens et de services mis à la disposition des consommateurs ne cesse d'augmenter. Des paliers ralentissent la croissance (en 1948-1949, 1952-1954 ; 1957-1958 ; 1967-1968) mais sont toujours composées par une reprises qui les suit immédiatement. La reconstruction s'effectue rapidement et dès 1951, les échanges mondiaux dépassent les niveau de 1929 (meilleure années de l'entre deux guerres). Le renouvellement de l'URSS est plus lent que celui de l'Europe de l'ouest.

2) Une croissance différente selon les pays

- ✗ Les États-unis dont les entreprises préfèrent investirent à l'étranger, connaissent une croissance assez lente (4 %) et irrégulière (avec 3 années négatives : 1954 1958 1970). Il continue de dominer en réalisant la moitié du PIB de l'ensemble de l'OCDE en 1972.
- ✗ L'Allemagne de l'ouest (RFA crée en 1949) : Elle bénéficie d'un consensus social sans failles. Elle est aidée par les États-unis et les talonne dès les années 1970. Avec une croissance qui gagne 7 % par an et le mark qui devient la première monnaie européenne.
- ✗ L'Italie et la France qui entre dans l'air industriel et dont les taux de croissance sont proches de ceux de la RFA.
- ✗ Le miracle économique japonais : il s'amorce pendant la guerre de Corée grâce aux investissements américains. Le travail des salariés et l'épargne des ménages aboutissent à une croissance qui dépasse les 10 % par an.
- ✗ Le Royaume-Uni semble incapable d'adapter ses entreprises aux nouvelles structures de production. Donc ils restent en retrait. Sa croissance ne dépasse pas 3 % par an.

3) Les performances des entreprises :

- ➡ Les coûts de production diminuent et la productivité augmente. On remplace la main d'œuvre peu qualifiée et peu payée des années 1950 par des machines pilotées par les techniciens.
- ➡ Les investissements dépassent désormais 20 % du PIB. C'est 17 % ai États-unis et 30% au japon. Le rôle des organismes financiers qui collectent les capitaux devient essentiel. Pour disposer d'avantages de capitaux ou de fons, les entreprises s'organisent en conglomérats ou en holdings.

Investissements productifs ou non productifs :

Investissement productifs : capitaux qui servent aux entreprises sous forme d'action, d'obligation ou de parts d'emprunt.

Investissement non productifs : ils gèlent les capitaux sans aucun profit pour l'économie. Exemple : bijou

Conglomérat : concentration de société aux activités diverses.



Holding : société dont le capitale est constitué des actions des sociétés qu'elle détient.

- Les multinationales (transnationales) déploient leurs unités de production dans plusieurs pays pour trois raisons :
 - répartir les risques
 - ouvrir de nouveaux marchés
 - bénéficier de faibles coûts de main d'œuvre

Leurs intérêts sont parfois contraires à ceux des pays où elles sont implantées.

III. LES DISPARITES SECTORIELLES :

- ⊕ Agriculture : Elle est dans une situation paradoxale. La productivité ne cesse d'augmenter et l'offre dépasse la demande solvable qui ne peut s'accroître indéfiniment, contrairement à la demande de produits manufacturés et de services. Les exploitants s'endettent pour se moderniser donc leur situation financière a tendance à se dégrader.
- ⊕ L'industrie se développe et c'est essentiellement des productions comme l'électricité, l'automobile et l'électroménager qui progresse. Le pétrole est très bon marché et devient la principale source d'énergie. Mais les secteurs traditionnels : charbonnage, textiles, construction navale... ont tendance à stagner voire régresser.
- ⊕ Le tertiaire : il entre pour 50 % dans le PNB. On y trouve des services liés à la production des biens : recherche, gestion, commercialisation, transport... les services qui concernent le confort des consommateurs : médecine, santé, sport, loisir...
- ⊕ Il y a augmentation du nombre de fonctionnaires

IV. LES CONSEQUENCES SOCIALES DE LA CROISSANCE

La croissance cause l'apparition d'une société de consommation où demeure d'importantes inégalités. Les mutations de la production sont à l'origine d'une société post industrielle où la part des ouvriers décroît.

1) Les mutations socioprofessionnelles :

Les agriculteurs sont de moins en moins nombreux (moins de 10 % de la population active (population active : chômeurs compris). Les campagnes sont désertées du fait de l'exode rural. Elles apparaissent de plus en plus comme des zones de loisirs pour les citadins.

- Les cols blancs : ils sont devenus la catégorie sociale la plus importante. Les services représentent plus de 50 % du PN§B
- Les cols bleus : (essentiellement les ouvriers des industries) ont tendance à stagner.
- La technostructure détient le pouvoir dans les entreprises où les cadres supérieurs et moyens dirigent les OS (ouvriers spécialisés : peu qualifiés, spécialité apprise en moins d'un mois) de plus en plus nombreux mais défendus par les syndicats et donc constituent d'importants partenaires sociaux.

Technostructure : Formé par un économiste américain GALBRAITH. Elle est constituée des ingénieurs, directeurs de ventes, spécialistes de marketing, publicité, juristes, comptables qui assuraient la direction collégiale des entreprises capitalistes.

Salariat : être salarié de l'entreprise

Pendant la période de croissance, le salariat se généralise. Le petit commerce décline et certains artisans se trouvent même dans une situation critique. L'élévation du niveau de vie



est générale grâce à la hausse des salaires, aux prestations de l'Etat providence et à l'ascension sociale favorisée par l'amélioration de l'enseignement secondaire et supérieur (plus de diplômés).

2) Les mutations culturelles :

Mutations culturelles : toutes les transformations qui concernent une civilisation y compris dans ces aspects matériels (pratiques religieuses, mode d'alimentation/vestimentaire..).

L'urbanisation progresse. L'exode rural a suscité la croissance de la population urbaine et des banlieues.

Pays anglo-saxons : pavillons

Europe : habitats collectifs, HLM, cité

Les trajets quotidiens sont de plus en plus longs.

La consommation de masse due à la hausse du niveau de vie et à l'accroissement des liens disponibles est facilitée par les nouveaux modes de distributions : supermarché, vente par correspondance...

Les mass médias (presse radio TV) influencent les comportements en matière de logement, de loisirs...

3) Des difficultés persistantes

Des inégalités profondes subsistent entre les nantis (riches) et les exclus de la société de consommation. En France, 10 % des ménages concentrent 50% de la richesse du pays. Au États-unis, selon les statistiques fédérales, il y a au moins 20 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Parmi les exclus : les agriculteurs, une partie des ouvriers, les immigrés à qui sont réservés les tâches socialement dévalués et peu rémunératrice. La situation des retraités est parfois dramatique.

Des conflits sociaux violents secouent sporadiquement (épisodiquement) la plupart des pays industrialisés où la production de certains secteurs peut être paralysé par des grèves longues.

La mobilité sociale est limitée. L'accès à une catégorie supérieures semble ouvert par la diffusion de l'instruction. Mais il est fermé à certains en raison de l'échec scolaire.

4) Des structures sociales fragilisées :

La transformation des modes de vie remet en cause la famille traditionnelle. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler, elles maîtrisent leur fécondité et la répartition classique des rôles est ébranlée. Le chômage augmente à partir de 1965 quand les enfants du baby boom arrivent sur le marché du travail.

Le chômage structurel touche environ 5 % de la population active. C'est le chômage dû aux structures de la production et au marché de l'emploi. Les travailleurs dont les qualifications ne sont pas adaptées à la demande des entreprises ne peuvent trouver d'emploi. La baisse de la natalité de 14 ‰ à partir de 1964 semble confirmer le doute qui saisit toutes les catégories sociales des pays développés à cette époque. La productivité du travail augmente moins vite à cause du rejet social du fordisme.



V. LES LIMITES DE LA CROISSANCE

La croissance laisse à l'écart les pays de l'est et le tiers monde. Elle est contestée au même des pays occidentaux.

1) Le tiers monde : croissance et difficultés

La forte croissance est le fait de grands pays qui ont misé sur l'industrialisation ou qui ont su améliorer leur agriculture (Inde, Brésil). Mais ces transformations ont été accomplies au prix de graves inégalités ou de la perte de l'indépendance économique.

La démographie a renié voire annulée les effets de la croissance économique. Quand la population augmente de 3%, la quantité alimentaire disponible augmente peu, elle diminue même pour les PMA. La dégradation des termes de l'échanges qui est dénoncé par tous les pays de développement qui vendent à bas prix leurs matières premières alors que les prix des produits manufacturés qu'ils sont obligés d'acheter ne cesse d'augmenter.

Les jeunes nations réclament un nouvel ordre économique international avec de rapports commerciaux et financier moins inégaux. Mais ces pays ont du mal à coordonner leurs revendications.

2) Les pays de l'Est

C'est une croissance trompeuse : les performances célébrées par la propagande socialistes apparaissent comme le conséquence de manipulation statistique. Les rigidités du système productif limitent l'innovation. Elle n'empêche pas l'industrie de progresser, mais ces rigidités apparaissent comme très contraignantes pour les biens de consommation. Les agriculteurs semblent incapables de se résigner à la collectivisation de leur terre.

3) La remise en cause de la croissance :

Les méfaits de la société de consommation sont dénoncés en 1968 par les experts du club de Rome : stress, pollution, l'insécurité, le cancer. L'aliénation due au rythme de travail et à la folie de la consommation est dénoncée par les philosophes et les syndicalistes.

Aliénations : l'état de celui qui est devenu étranger à lui-même Karl MARX, pense que l'aliéné est aussi l'ouvrier rivié à la machine.

VI. LE DECLENCHEMENT DE LA CRISE

L'opinion publique prend conscience de la crise en 1973 lorsque les prix du pétrole augmentent, mais les signes avant coureur sont bien plus anciens.

1) Le détonateur pétrolier :

La guerre de Kippour en octobre 1973 incite les pays producteurs de pétroles (arabes) à augmenter leur prix de vente le 23 décembre 1973, le prix du baril passe de 3 à 12 dollar. La pénurie et la panique qui en découle montre que le pétrole est vital pour les économies occidentales.



Les prix des matières premières industrielle et agricoles augmentent également, car la demande est à son apogée et que l'URSS a eu de mauvaises récoltes. Dans les pays développés, la limitation dans les importations et les politiques d'austérité accroissent la récession.

Dans les pays du tiers monde, dépourvus de matières premières, l'endettement aggrave les difficultés économiques et sociales.

La stabilisation du prix constant du pétrole obtenu grâce aux politiques énergétiques ne suscite aucune amélioration.

2) *Les problèmes monétaires :*

✚ L'affaiblissement du dollar :

Il est dû au coût de la guerre du Vietnam, ce qui a obligé le président Nixon à suspendre dès 1971 la convertibilité du dollar en or. Et cela met fin au $\$$ SMI, créée en 1944 suite aux accords de Bretton Woods. En 1976, le sommet de la Jamaïque entraîne qu'il n'existe plus d'étalon monétaire international.

✚ Les fluctuations des monnaies :

Les fluctuations sont aggravées par les spéculations internationales. C'est-à-dire que les devises flottent les unes par rapport aux autres, et leur valeur n'est plus définie que par le marché.

Le flot du pétrodollar :

Il aggrave le désordre monétaire mais profite surtout aux pays industrialisés.

Pétrodollar : Revenu provenant de la vente du pétrole pour les pays producteurs. Ils sont investis à courts termes et les placent sans cesse en quête de marchés financiers plus importants. Les populations locales vivent dans la misère.

✚ L'inflation

Elle dépasse 10% par an en 1975 et décourage les investissements productifs. Et même la désinflation dans les années 80 ne permet pas de sortir de la dépression.

VII. LES FLUCTUATIONS DE LA CONJONCTURE :

Depuis 1973 la croissance est moins rapide, mais sauf exception, la production continue d'augmenter.

1) *Le ralentissement de la croissance*

La production augmente moins vite, car les faillites sont plus nombreuses, et les taux de chômage s'élèvent. Cependant, le taux de croissance est rarement négatif. La consommation reste importante grâce aux prestations sociales (toutes les formes d'allocation). Le niveau de vie continue de s'améliorer.

Lors de la crise de 1929, les prix avaient baissé. Après 1973 ce ne fut plus le cas.

De plus, l'inflation persiste jusqu'à dans les années 80. Les économistes appellent cela la *stagflation*.

Stagflation : stagnation économique accompagnée d'inflation.



2) D'un choc pétrolier à l'autre

Entre 1976 et 1979, une reprise intervient. Surtout aux États-unis, au Japon et en RFA.

Grâce à la baisse de la demande, le prix du pétrole augmente moins vite que l'inflation, donc la croissance est soutenue.

En 1973, l'avènement de la république islamique en Iran suscite une nouvelle augmentation du baril de pétrole. C'est le second choc pétrolier.

3) Décalages et récession

Entre 1982 et 1987, la relance de l'économie américaine ne profite qu'aux partenaires privilégiés des États-unis (le Japon, la RFA).

En 1982, quelques pays enregistrent même une croissance négative.

Le PIB américain augmente de 2,77 % en moyenne de 1980 à 1989.

En octobre 1987, le mini cracks de Wall street fait éclater la bulle financier gonflée par la spéculation sur les valeurs américaines.

Bulle financière : gonflement des revenus spéculatifs ne correspondants pas à une activité réelle.

Depuis 1990, la situation varie selon les pays. La récession de 1991 aux États-unis a fait place à la reprise mais l'année 1993 est une année noire pour le reste du monde.

Ces dernières années, le PIB mondial croît mais des écarts importants séparent les pays capitalistes industrialisés des anciens pays socialistes et surtout du tiers monde. En 1997 - 1998n un crise financière a déstabilisé l'Asie puis la russie.

VIII. DES SOCIETE EN CRISE

1) Le sous emploi

Le chômage touche tous les pays de l'OCDE qui compte 31 millions de chômeur en 1986 (5% de la population active). En 1989, ce chiffre est passé à 25 millions. Mais depuis 1995, ce chiffre est remonté à 35 millions. Les différences entre les pays sont importantes : 4,5 % de chômeur aux États-unis, en 1997 contre 12,6 % en France, 10 % en Allemagne, 7% en Russie, 3,4 % Japon. La manière dont sont comptabilisés les chômeurs amène à nuancer les chiffres du chômage.

Exemple : Les femmes mariées japonaises ne sont pas comptées.

Ces différences opposent les zones anciennement industrialisées et régions dynamiques.

Exemple : La lorraine, Provence alpes côte d'azur

Les catégories les plus touchées sont :

- les jeunes
- les femmes
- les immigrés ou les personnes d'origine étrangères

2) La pauvreté et l'exclusion



Le seuil de pauvreté a d'abord été défini aux États-Unis et il est mesuré différemment selon les pays. En 1997, 33 millions d'Américains (13,7 % de la population), 8 % de Français, 12,8 % des Britanniques vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cette précarité ne concerne pas seulement les sans emplois mais aussi tout ceux qui du fait de la ????, sont contraints d'accepter des emplois très peu rémunérés et parfois même à temps partiel.

La marginalisation touche les jeunes en échec scolaire, les familles mono parentales, les chômeurs de longue durée, donc une partie n'ont jamais exercé d'emplois stables. Le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser.

IX. LA LUTTE CONTRE LA CRISE

Les économistes ne sont pas d'accord sur les causes de la récession, tandis que les « décideurs » semblent incapables d'y mettre fin quelque soit les politiques mise en œuvre.

1) Le débat sur les causes

Les adeptes de Keynes expliquent la crise par l'insuffisance de la consommation et préconise une politique de relance.

Les économistes libéraux reprochent aux réglementations sociales de trop peser sur les profits des entreprises. Ils veulent maîtriser l'inflation par les coûts, diminuer les prélèvements et stimuler les investissements.

Les monétaristes accusent les désordres monétaires. Milton Friedmann (conseiller d'un président américain). Pour eux, l'état doit se contenter de contrôler la masse monétaire afin d'éviter les déficits budgétaires dus à l'état providence.

2) Les politiques énergétiques

La baisse de la facture pétrolière est le premier soucis des dirigeants politiques après 1973.

Les états recourent à l'énergie nucléaire, les énergies douces, traquent le gaspillage.

L'indépendance énergétique est recherchée : diversification des sources d'approvisionnement pour éviter de dépendre des pays arabes.

Recherche de nouveaux gisements d'hydrocarbures. La réussite de ces politiques est indéniable. La production mondiale de pétrole stagne à 3,3 milliards de tonne. Le prix du pétrole en France constant a diminué de 50 % et ce malgré la guerre du Golfe (1991).

3) Les politiques de relance

Le but d'une politique de relance est de maintenir la consommation pour éviter que la récession s'aggrave.

→ Maintient de salaires élevés et de prestations sociales importantes, baisse des taux d'intérêts pour favoriser les emprunts. La durée du travail peut être limitée dans l'espoir de créer de nouveaux emplois.

Les inconvénients : hausse des déficits budgétaires, l'inflation, hausse des coûts de productions, la perte de compétitivité des entreprises.

Les États-Unis choisissent cette politique entre 1973-1978 où la relance est pratiquée par l'administration de Gerald Ford.

Ce n'est pas propre au parti (Jim Carter l'a aussi choisi). Le Royaume-Uni où les travaillistes au pouvoir jusqu'en 1979 pratiquent cette politique.



En France, Giscard d'Estaing (Valéry) applique une politique keynésienne de 1975 à 1977 e même que le premier gouvernement Maoy (1981).

4) Les politiques de rigueur

Le but est d'assainir la situation économique en respectant le rôle régulateur du marché et en stabilisant la monnaie. Les moyens : faire baisser les prix, limiter la consommation, augmenter les prélèvements obligatoires. Le recours au crédit est découragé par la montée des taux d'intérêts. La diminution de la protection sociale fragilise les revenus les plus bas et accroît les inégalités. Les restrictions du crédit freinent la reprise.

Les États-unis adoptent cela avec Reagan qui suit les monétaristes en diminuant l'aide sociale qui est accusée de nourrir le chômage et la délinquance. Il met fin à l'inflation, mais des régions entières restent déprimées.

Au Royaume-Uni, Thatcher Margaret mène de 1979 à 1999 une politique très libérale avec privatisation, baisse des prestations et des mesures anti syndicats.

La France, la gauche et la droite se succèdent, font la même politique depuis 1982.

L'Allemagne et le Japon pratiquaient une politique contractuelle de modération du salaire.

Le chômage a augmenté dans les deux pays : Allemagne : réunification et Japon : concurrence des NPI.

X. UN MONDE NOUVEAU

Les pays industrialisés semblent sortir de la crise mais des difficultés subsistent.

1) La troisième révolution industrielle

Les mutations de la production touchent les secteurs les plus dangereux. On assiste à la création de « cercle de qualité » (organisme de réflexion destinés à limiter les effets de la parcellisation du travail et de responsabiliser les employés).

Le reconversion de la sidérurgie et textile semblent être impossible.

Le toyotisme remplace le Fordisme. Il est fondé sur une plus grande flexibilité de travail pour parvenir à satisfaire la demande tout en conservant l'option : « 0 stock ».

Le travail des salariés peut varier d'une période à l'autre. Elle ne s'accompagne pas de création d'emploi.

2) Une société différente

L'insécurité se généralise, il y a la peur du chômage de la délinquance et de l'immigration.

Le tissu social se relâche avec affaiblissement de l'Etat providence avec apparition de maladies graves.

De nouvelles solidarités se font jour. L'échec des mesures provoque du discrédit des partis politiques et les citoyens s'engagent dans les actions humanitaires.

La solidité des biens familiaux apparaît comme un rempart contre la précarité.

3) La mondialisation de l'économie

Les échanges entre les différentes parties du monde connaissent une intensité croissante. Les accords internationaux sont conclus au sein de l'OMC qui a succédé au GATT et de nouvelles entente régionales s'affirment : l'ALENA ou le MERCOSUR.

La spéculation internationale profite du développement des moyens de communications et de la demande de capitaux.

La marginalisation de certaines zones s'aggrave.

Par exemple : Pays de l'est, Afrique...